

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT RUE DE  
BEAUREGARD - RUE SAINTE-CATHERINE (TRAVAUX DE MAÇONNERIE)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 10 / 2023 en date du 15 mars 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Julien Harel, Directeur du Département des Mobilités Durables au sein de la Direction Générale Adjointe des Transitions Écologiques au Quotidien,

Considérant que l'exécution de travaux de maçonnerie et de confortement d'un mur au n° 75 rue de Beauregard et n° 60 rue Sainte-Catherine nécessite la réglementation du stationnement dans les dites voies,

## ARRÊTONS

**rue de Beauregard**

Article 1<sup>er</sup>

Du MERCREDI 22 NOVEMBRE 2023 au JEUDI 21 DÉCEMBRE 2023, le stationnement est interdit rue de Beauregard, sur trois emplacements, au droit du

n° 75.

**rue Sainte-Catherine**

Article 2

Du MERCREDI 22 NOVEMBRE 2023 au JEUDI 21 DÉCEMBRE 2023, le stationnement est interdit rue Sainte-Catherine, sur trois emplacements, au droit du n° 60.

**Mesures communes**

Article 3

Le stationnement est rendu aux usagers rues de Beauregard et Sainte-Catherine du vendredi soir 17h00 au lundi matin 08h00.

Article 4

La circulation des piétons est déviée et sécurisée par l'entreprise chargée des travaux.

Article 5

Les panneaux réglementaires de signalisation et le balisage de la circulation piétonne sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

Article 6

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

Article 7

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

**Dispositions générales**

Article 8

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

Article 9

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 10

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 11

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le Directeur du Département des  
Mobilités Durables,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Julien Harel", is written over a faint, illegible stamp.

Julien HAREL

Affiché le : 15 NOV. 2023

Exécutoire le : 15 NOV. 2023